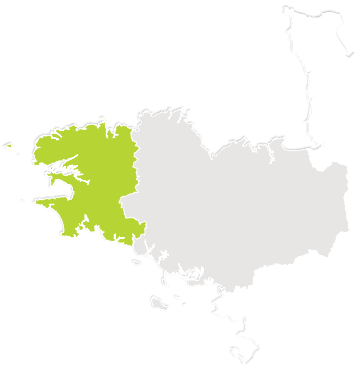


ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE | FINISTÈRE

ÉTUDIANTS ET DIPLÔMÉS : QUELLES CONNEXIONS ÉCONOMIQUES AVEC LE FINISTÈRE ?

#17 | Septembre 2025 **OBSERVATOIRE |** Note d'analyse

Crédit : Pierre François Watras - Brest métropole

Part des expériences professionnelles réalisées dans le Finistère par les étudiants et diplômés de l'enseignement supérieur par type de contrat :

- Stage : **49 %**
- Alternance : **54 %**
- Insertion professionnelle : **34 %**

Les secteurs d'activités où la part de l'insertion professionnelle dans le Finistère est la plus forte :

- Banques assurance : **57 %**
- Santé action sociale : **55 %**
- Économie maritime : **55 %**
- Construction : **47 %**
- Agri-agro : **39 %**
- Défense : **38 %**

Le Finistère accueille actuellement plus de 36 000 étudiants, dont une majorité sont inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur situés au sein de Brest métropole. En formation ou diplômés, ils constituent un vivier de compétences et de savoir-faire pour les entreprises. Mais qu'en est-il vraiment de leurs liens avec les acteurs économiques locaux ?

Près de la moitié des stages et plus de la moitié des alternances se déroulent dans le département, avec une forte concentration dans la métropole brestoise. Les secteurs de la santé, de l'action sociale, de la défense et de l'économie maritime sont particulièrement attractifs. Une fois diplômés, 34 % des étudiants travaillent dans le département. Ce ratio est comparable à la part des étudiants, en dernières années, originaires du Finistère.

Cependant, des disparités subsistent, notamment dans les filières du numérique, du conseil et de l'ingénierie, où l'amélioration des connexions pourrait être envisagée. L'entrepreneuriat, bien que timide, est également une piste pour dynamiser davantage le tissu économique local.

ADEUPa BREST • BRETAGNE

Contexte de l'étude

La création de liens entre les étudiants et le tissu économique répond à des enjeux forts : d'abord de réussite et d'insertion professionnelle des étudiants, mais également de développement économique et d'attractivité du territoire. L'objet de cette étude, est de qualifier les diverses connexions entre les étudiants de l'Université de Bretagne occidentale (UBO) et des grandes écoles du Finistère (donc hors BTS et classes préparatoires) avec le monde économique. L'analyse repose sur deux grands aspects.

Le premier est **une analyse des expériences professionnelles des étudiants pendant la formation.** Quels employeurs, qu'ils soient privés ou publics, les accueillent dans le cadre des stages ou de l'alternance ? Quels sont les secteurs d'activité privilégiés ? Quelle est l'intensité des liens avec les acteurs économiques finistériens ?

Le second s'attarde davantage sur **l'insertion professionnelle après l'obtention du diplôme.** Dans quels secteurs et entreprises les diplômés trouvent-ils un emploi ? Quels types de contrats sont privilégiés ? Leur insertion professionnelle se fait-elle principalement dans le département ou ailleurs ? Certains créent-ils leur propre entreprise ?

Pour répondre à l'ensemble de ces interrogations, les établissements membres de la conférence territoriale de l'enseignement supérieur et de la recherche se sont mobilisés et ont partagé de nombreuses informations[1]. Ainsi, plus de **8 000 stages annuels, 1 800 alternances et 4 450 insertions professionnelles** ont été analysés.

1. Présentation de la méthode et des données utilisées en page 19

Mise en garde

Des évolutions institutionnelles non-prises en compte

La récolte de données et l'analyse a eu lieu en 2024. Aussi, cette publication ne tient pas compte de l'évolution de fonctionnement et juridique de certains établissements d'enseignement. En effet, depuis le 1er mars 2025, l'UBO est devenue un établissement public expérimental (EPE). L'Enib, l'Esiab et l'IAE forment un institut national polytechnique au sein de cet EPE : Bretagne INP. Par ailleurs, au 1er janvier 2025, l'Ensta Bretagne et l'Ensta Paris ont fusionné au sein d'une Ensta unique qui a intégré l'Institut polytechnique de Paris.

Crédit : Nacer Hammoumi - Brest métropole

Méthodologie

Champ d'étude

Les données traitées proviennent des établissements membres de la conférence territoriale de l'enseignement supérieur et de la recherche de Brest métropole, hors Eesab et École navale, soit : BBS (Brest Business School), CESI (Centre des études supérieures industrielles), Enib (École nationale d'ingénieurs de Brest), ENSTA Bretagne (École nationale supérieure des techniques avancées), IMT Atlantique (Institut mines télécom), Isen (Institut supérieur de l'électronique et du numérique) et UBO (Université de Bretagne occidentale).

Ces établissements représentent 71 % des effectifs étudiants dans le Finistère.

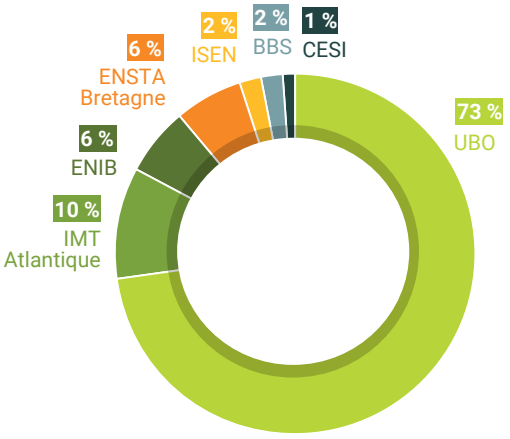
Les expériences professionnelles des étudiants en lien avec leur cursus sont diverses et prennent au moins quatre formes différentes, étudiées dans cette étude :

- Les stages : sont pris en compte les stages obligatoires pour l'obtention du diplôme, d'une durée supérieure ou égale à un mois. 8 000 stages en moyenne annuelle ont été analysés. L'UBO, via la diversité des formations proposées, concentre plus de 70 % de ce volume. Les étudiants de 1er cycle (licence générale, licence professionnelle ou encore BUT) représentent plus de 60 % des stages remontés par l'université.
- L'alternance : l'UBO et les grandes écoles accueillent en moyenne 1 800 alternants par an, en contrat de professionnalisation ou d'apprentissage. L'UBO représente près de 60 % des effectifs alternants. Le CESI occupe la seconde position avec 17 % des inscrits alternants dont une grande partie sont en formation d'ingénieur BTP sous statut d'apprenti.
- L'insertion professionnelle : l'analyse porte sur la situation de 4 450 diplômés, enquêtés après l'obtention du diplôme (6 mois après dans les grandes écoles et 30 mois après à l'université[1]).
- L'entrepreneuriat : une soixantaine de créations d'entreprise sont à l'initiative d'étudiants ou de diplômés de l'UBO et des grandes écoles, dans la période 2021-2023.

Les données transmises par les établissements

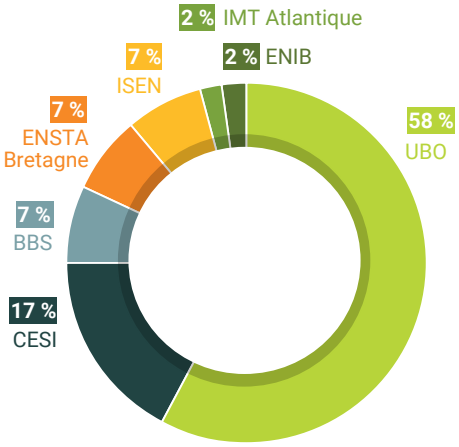
- Les stages pris en compte sont obligatoires à l'obtention du diplôme et d'une durée supérieure ou égale à 1 mois.
- Pour les stages et alternances, ont été prises en compte les promotions 2021/2022 et 2022/2023.
- Pour l'insertion professionnelle, les résultats des enquêtes 2021 et 2022 ont été transmis. Les étudiants des grandes écoles sont enquêtés 6 mois après l'obtention du diplôme et ceux issus de l'UBO sont enquêtés 30 mois après.
- L'UBO a fourni les informations à l'échelle du Finistère, recouvrant les sites de Brest, Quimper et Morlaix. Les informations concernant l'Esiab sont intégrées dans le total UBO, mais aussi dans la moyenne des grandes écoles.
- Les informations manquantes :
  - Les données d'insertion professionnelle des diplômés des UFR médecine et science de la santé et odontologie.
  - Les effectifs militaires à l'ENSTA Bretagne.

Répartition des stages par établissement de l'enseignement supérieur



Source : UBO & grandes écoles, traitement Adeupa

Alternances par établissement d'enseignement supérieur entre 2021 et 2023



1. Méthodologie du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Localisation des expériences professionnelles des étudiants

Un stage sur deux réalisé dans le Finistère

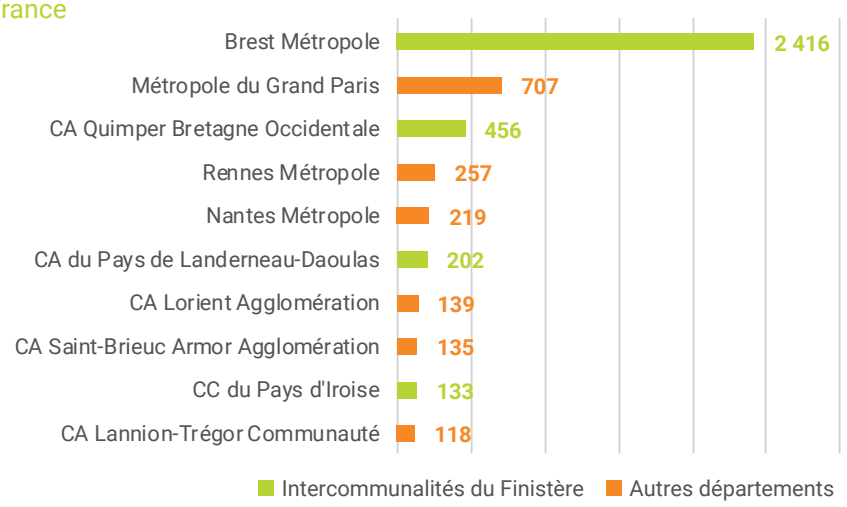
49 % des 8 000 stages effectués par les étudiants se situent au sein d'un établissement économique du Finistère. Parmi eux, 62 % se trouvent dans Brest métropole. Viennent ensuite les agglomérations de Quimper (12 %), de Landerneau (5 %) et enfin la communauté de communes du Pays d'Iroise (3 %). En dehors du Finistère, les principaux territoires d'accueil sont la région parisienne et le Grand Ouest avec plus de 25 % des stages. À noter Ceux réalisés à l'étranger représentent 7 % du total. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette répartition territoriale et notamment les départs vers d'autres régions françaises ou pays : une offre dans le département qui ne correspond pas aux aspirations des étudiants ou à leur cursus, des capacités d'accueil limitées dans certaines entreprises, des sièges d'entreprises davantage localisés dans les grandes métropoles et particulièrement en région parisienne, une volonté des étudiants de se rapprocher de leur région d'origine, etc.

Selon les acteurs de la formation consultés, les difficultés pour trouver un stage vont varier selon plusieurs critères avec, en premier lieu, le niveau du cursus. Les étudiants en licence peuvent avoir davantage de difficultés car considérés comme moins expérimentés par les employeurs. Ces stages représentent ainsi parfois la première expérience professionnelle. Par ailleurs, étant donnée leur durée (moins d'un mois et demi parfois), ils peuvent être apparentés à de l'observation. Dans certaines filières telles que la psychologie, il peut être parfois délicat de faire intervenir des stagiaires de niveau licence auprès de patients. En master, les difficultés à trouver un stage sont moins nombreuses. Les durées sont plus longues, ce qui permet aux organismes d'accueil de confier potentiellement des missions plus structurantes. Par ailleurs, la maturité professionnelle s'est généralement renforcée.

Dans certaines filières, le volume d'étudiants peut être supérieur aux offres de stages ; il est donc logique que davantage de difficultés soient remontées.

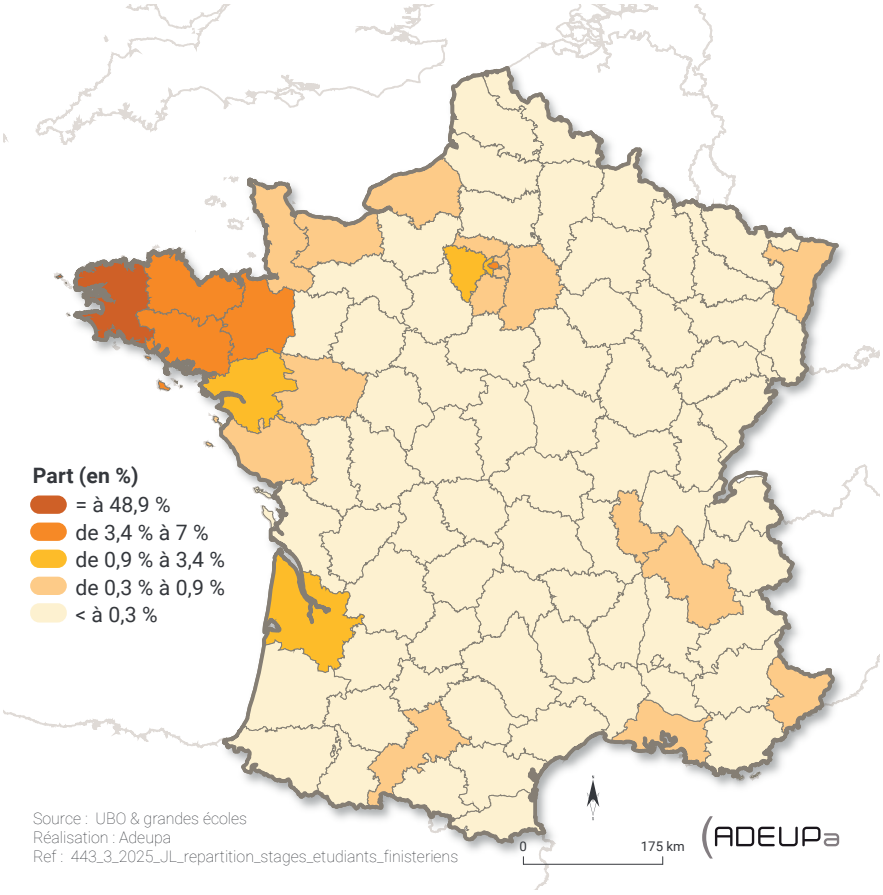
La thématique de la formation va également conditionner les leviers et les freins. Par exemple, les licences d'AES, de droit ou de Staps sont bien repérées par les employeurs et les inscrits dans ces filières peuvent trouver des offres dans divers secteurs économiques. A contrario, pour les

Nombre annuel de stages dans les 10 premières intercommunalités en France



Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 et 2022/23, traitement Adeupa

Répartition des stages des étudiants finistériens par département entre 2021 et 2023



Source : UBO & grandes écoles
Réalisation : Adeupa
Ref : 443_3_2025_JL_repartition_stages_etudiants_finisteriens

étudiants en sciences (physique, chimie ou biologie), les domaines d'application sont plus limités et les entreprises se mobilisent peut-être moins facilement.

Enfin, ces dernières années, l'alternance s'est nettement développée. Ainsi, les entreprises se trouvent nettement plus sollicitées qu'auparavant dans le processus de formation. Une forme de concurrence entre ces deux types d'expériences professionnelles, stages et alternances, peut alors s'installer au regard des ressources des entreprises pour encadrer les étudiants.

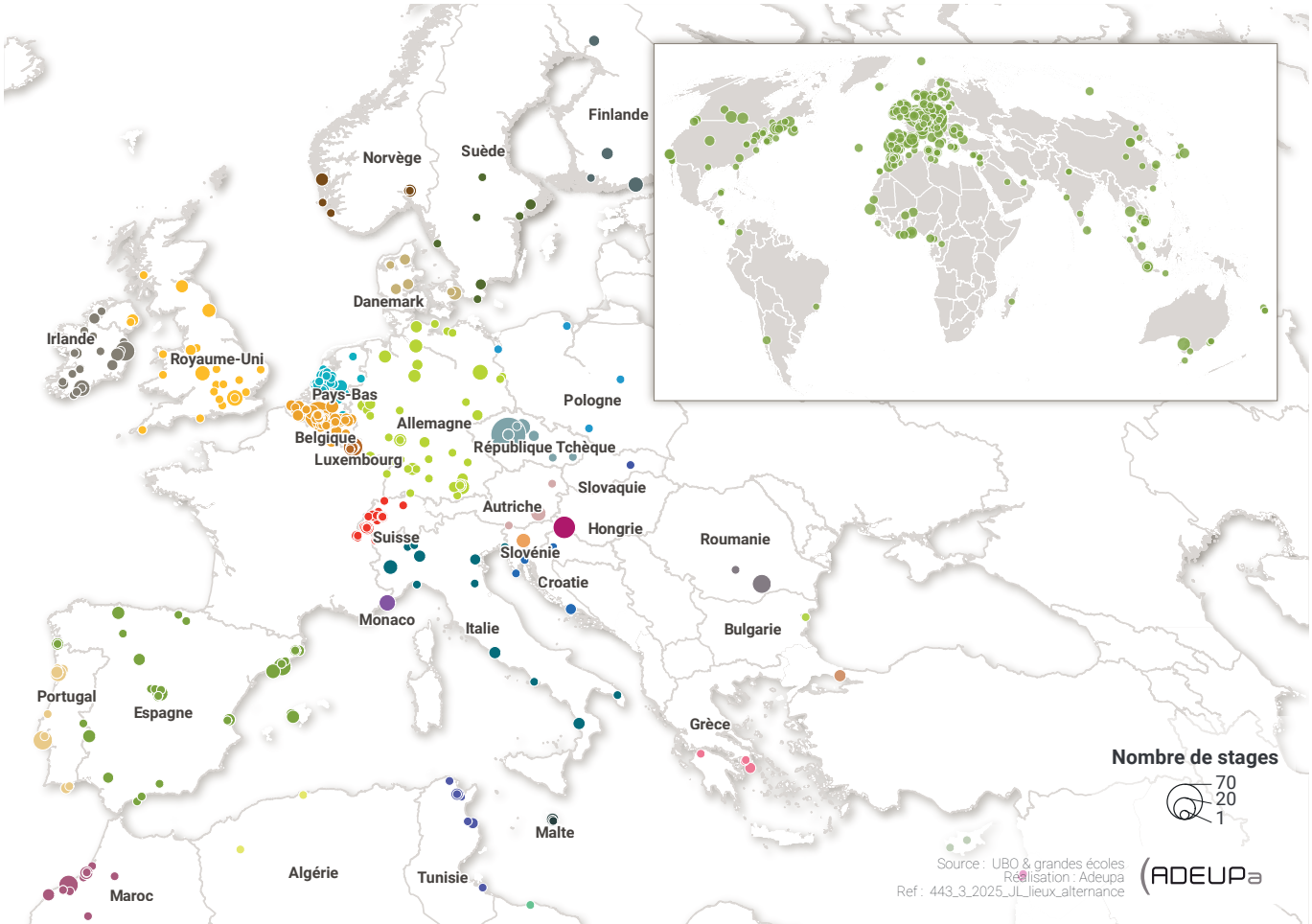
Quels que soient le niveau de formation et la filière, la qualité du réseau des étudiants peut jouer un rôle déterminant. Selon Cap Avenir, le service d'orientation et d'insertion professionnelle de l'UBO, près de la moitié des stages trouvés par les étudiants le sont grâce à leur réseau personnel.

Le stage, une opportunité d'expérience à l'étranger

Les destinations étrangères représentent 7 % des stages en moyenne. 85 % des expériences à l'étranger sont réalisées par les étudiants des grandes écoles. Plus de 400 villes réparties à travers le monde ont été identifiées comme lieux de stages. Les plus couramment citées, dans l'ordre d'importance, sont : Prague, Bruxelles, Bucarest, Jakarta, Casablanca, Lisbonne et Amsterdam.

85 % des expériences à l'étranger sont réalisées par les étudiants des grandes écoles.

Répartition des stages réalisés à l'étranger par les étudiants entre 2021 et 2023



Une mobilité des stagiaires variable selon la formation suivie et l'établissement

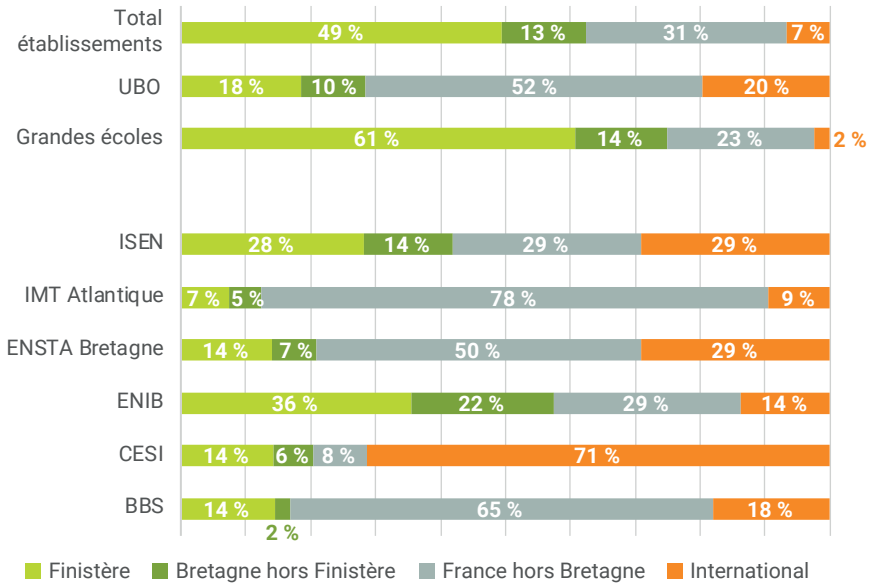
Les étudiants inscrits à l'université ont davantage tendance à rester dans le Finistère (plus de 60 %). À l'inverse, ceux formés au sein des grandes écoles sont proportionnellement plus nombreux à faire leur stage en dehors de la Bretagne avec trois stages sur quatre. Les origines géographiques plus variées de ces étudiants expliquent en partie cette répartition territoriale. Les expériences à l'étranger y sont davantage représentées (20 % des stages) car fortement encouragées, voire obligatoires, dans certaines formations pour valider le diplôme.

Alternance : des connexions plus fortes avec le tissu économique local par rapport aux stages

L'alternance est un format de formation faisant, comme son nom l'indique, alterner les sessions d'études et la pratique en entreprise. Après la crise sanitaire de 2020, l'État a encouragé ce type de contractualisation et de formation afin d'augmenter l'employabilité chez les jeunes et ainsi de baisser la demande d'emploi. Des aides financières à l'embauche ont donc été mises en œuvre. En 2024, pour le recrutement d'un apprenti, l'entreprise pouvait bénéficier de 6 000 euros d'aides (8 000 euros en 2022). Ainsi, la demande a augmenté, accompagnée par une offre de formations en alternance qui s'est progressivement étoffée.

Plus d'un alternant sur deux (54 %) trouve un établissement d'accueil dans le Finistère, une part supérieure aux stages de 5 points. Arrive en deuxième position le département d'Ille-et-Vilaine avec environ 8 % des alternances. Au total, 73 % des alternances ont lieu en Bretagne. Les lieux d'accueil des alternants sont encore plus concentrés que ceux des stages au sein des métropoles et des agglomérations. La métropole brestoise représente 30 % de l'ensemble des alternances. Viennent ensuite la métropole du Grand Paris et Rennes métropole avec 6 %. En Bretagne, les communautés d'agglomération de Quimper Bretagne Occidentale (6 %), du Pays de Landerneau-Daoulas (3 %) et de Lorient (3 %) sont également des territoires d'accueil importants.

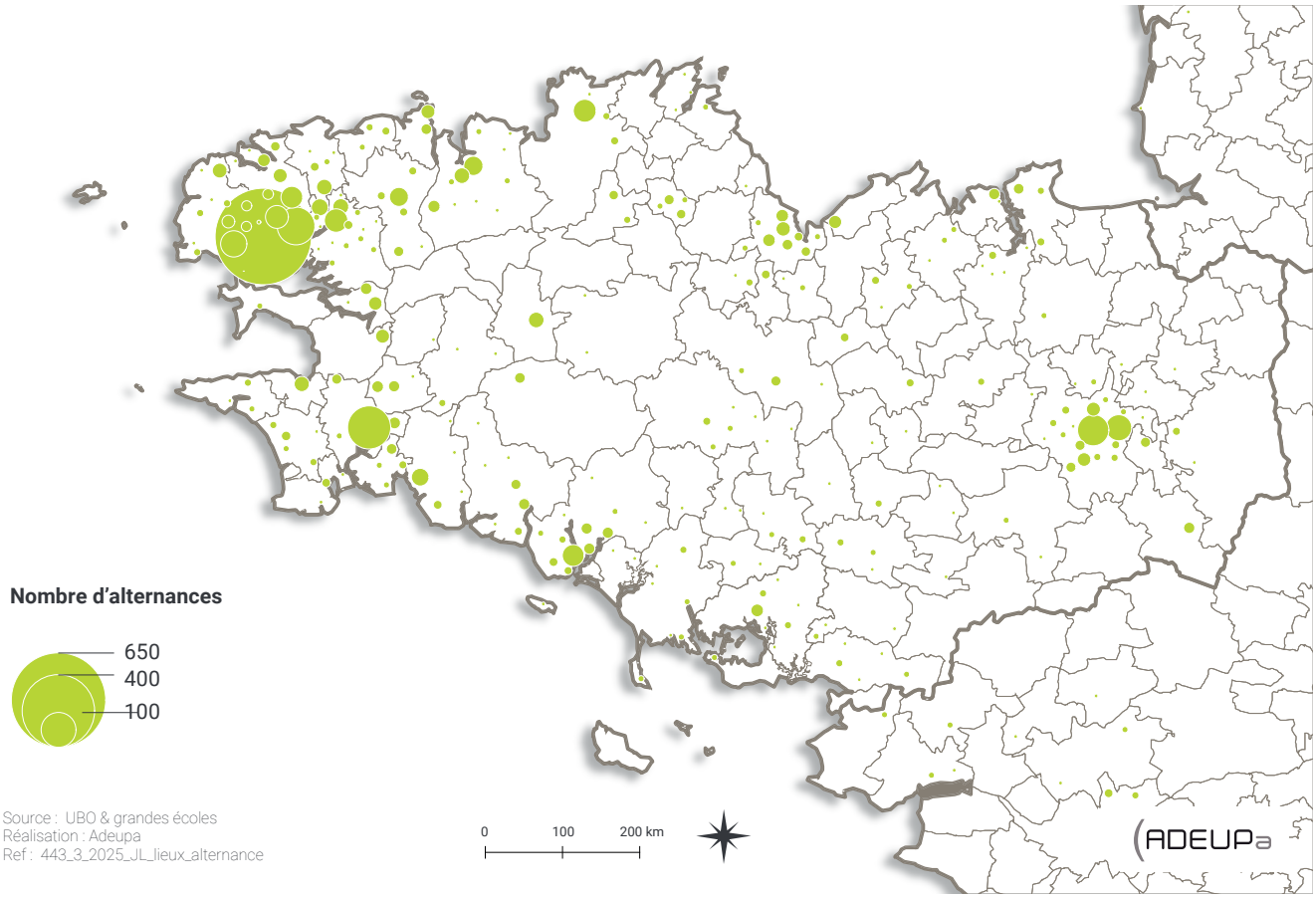
Localisation des stages selon l'établissement d'enseignement supérieur



Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 et 2022/23, traitement Adeupa

Mise en garde : le fonctionnement du Cesi, qui observe une forte proportion d'expériences à l'étranger, est particulier. Les étudiants sont sous statut d'apprenti et de ce fait, ne font pas de stage. Une césure est organisée pour permettre une expérience à l'étranger réalisée généralement auprès d'acteurs académiques. Les stages du Cesi représentent 1 % de l'ensemble des données remontées par les établissements.

Lieux d'alternance par commune des étudiants entre 2021 et 2023



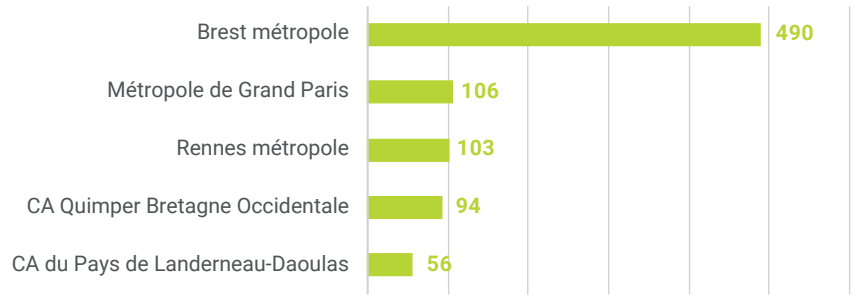
Source : UBO & grandes écoles
Réalisation : Adeupa
Ref : 443_3_2025_JL_lieux_alternance

Une majorité des alternances se déroulent sur une année d'étude (75 %), mais la durée peut être de deux ou trois années. Dans ce dernier cas, il s'agit des formations d'ingénieur sous statut d'apprenti (Fisa) ou formations d'ingénieurs par apprentissage (FIP), dans lesquelles les étudiants font les trois années d'ingénieur sous statut d'apprenti. Plus de la moitié des alternants en formation d'ingénieur sont dans ce cas. Les rythmes de l'alternance sont alors conçus pour permettre aux étudiants de travailler dans des entreprises (ex : séquences de 6 semaines en formation et en entreprise).

Au regard des entretiens réalisés avec les établissements d'enseignement supérieur, le volume d'offres de contrats en alternance est supérieur au nombre de candidats étudiants dans plusieurs domaines. Pour autant, trouver une entreprise d'accueil semble plus difficile ces derniers mois du fait de la fin des aides pour les contrats de professionnalisation, de l'évolution du montant des subventions pour le recrutement des apprentis et de l'essor important de l'offre de formation en alternance.

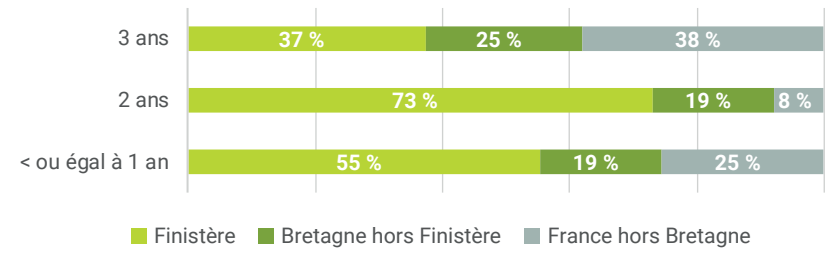
Le rythme de l'alternance, ainsi que sa durée, vont fortement influencer le périmètre géographique de recherche. En effet, plus la fréquence entre les temps entreprise/formation est élevée, plus la part des expériences dans le Finistère sera importante.

Nombre annuel d'alternances réalisés dans les 5 premières intercommunalités en France



Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 et 2022/23, traitement Adeupa

Lieu des alternances selon la durée du contrat



Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 et 2022/23, traitement Adeupa

Des différences entre université et grandes écoles moins marquées pour les lieux d'alternance

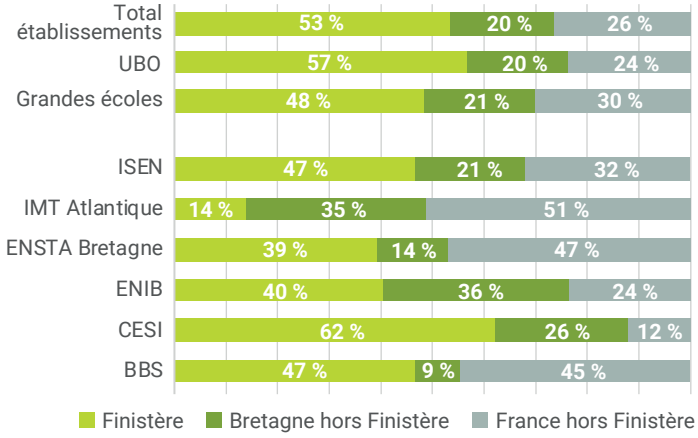
Les étudiants des grandes écoles effectuent pour moitié d'entre eux leur alternance dans une entreprise finistérienne contre 19 % dans le cadre des stages. Ainsi, la répartition territoriale est plus homogène entre l'université et les grandes écoles. Ces résultats varient néanmoins selon l'établissement d'enseignement considéré. La part des alternances effectuées hors Bretagne est plus forte pour l'IMT Atlantique, l'Ensta Bretagne ou BBS.

Une insertion professionnelle sur trois s'inscrit dans le Finistère

35 % des étudiants en dernière année diplômante sont d'origine finistérienne[2]. À la suite de l'obtention de leur diplôme, 34 % travaillent au sein du département dans le cadre de leurs premières expériences professionnelles. Ces proportions très proches tendent à démontrer que l'offre locale de formations dans le supérieur permet d'ancrer un bon tiers des diplômés en Finistère : le départ n'est donc pas massif vers les autres départements et pays, même s'il existe. En dehors du Finistère, 22 % des diplômés s'insèrent dans les autres départements bretons. L'Île-de-France, avec en premier lieu Paris et les Hauts-de-Seine, rassemble 14 % de l'ensemble des insertions professionnelles. La région Pays de la Loire occupe une place non négligeable en accueillant 8 % des diplômés.

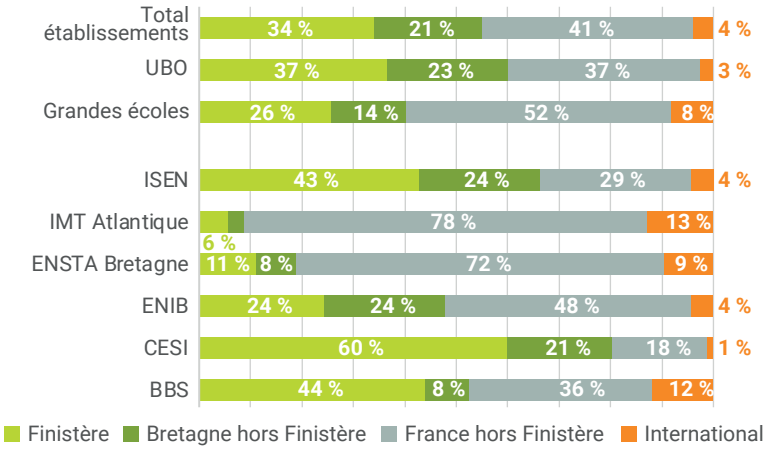
L'insertion professionnelle des diplômés peut être considérée comme rapide et qualitative. Par exemple, plus de 90 % des titulaires de master de l'UBO sont en emploi 30 mois après leur formation. Selon les acteurs de la formation supérieure, l'emploi trouvé est souvent en adéquation avec le diplôme obtenu. Par ailleurs, 76 % des étudiants sont en CDI. On peut également noter qu'il y a un peu plus d'entrepreneuriat et de professions libérales chez les diplômés de l'UBO par rapport aux diplômés des grandes écoles.

Localisation des employeurs accueillant les étudiants alternants par structure d'enseignement



Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 et 2022/23, traitement Adeupa

Lieu de l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur par structure d'enseignement



Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 et 2022/23, traitement Adeupa

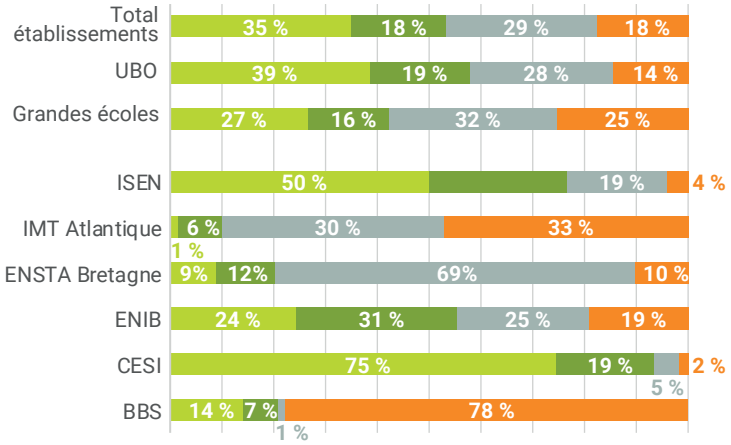
À la suite de l'obtention de leur diplôme, 34 % travaillent au sein du département dans le cadre de leurs premières expériences professionnelles.

2. Voir la méthode précisée page suivante

Le lieu d'insertion professionnelle est corrélé avec l'origine géographique des étudiants. En effet, les diplômés qui ont davantage tendance à rester dans le Finistère dans un premier temps sont ceux issus du Cesi (60 %), de l'Isen (43%) ou encore de l'UBO (37 %), établissements ayant une aire de recrutement plus locale. Les étudiants de l'Enib, de l'Ensta Bretagne ou de l'IMT Atlantique, ont plutôt tendance à décrocher leur premier emploi hors Bretagne. Seule exception, les étudiants de BBS qui proviennent majoritairement de l'international (Afrique du Nord) et qui ont néanmoins tendance à rester relativement nombreux en Finistère (44 % d'entre eux) ou du moins en France. Seuls 12 % d'entre eux partent à l'international pour le premier emploi.

Les diplômés qui ont davantage tendance à rester dans le Finistère dans un premier temps sont ceux issus du Cesi, de l'Isen ou encore de l'UBO

Origine géographique des étudiants diplômés*



* A été pris en compte l'origine géographique (sur la base du lieu d'obtention du baccalauréat) des étudiants de l'UBO diplômés de master et de licence professionnelle en 2018/2019 et 2019/2020, ainsi que les diplômés ingénieurs des grandes écoles en 2020/2021 et 2021/2022. Pour l'IMT Atlantique, l'identification de l'origine géographique s'est opérée sur le fichier des stagiaires de 3e année des promotions 21/22 et 22/23. L'objectif est d'être cohérent avec les enquêtes d'insertion professionnelle menées par les établissements afin d'assurer la comparaison avec les origines géographiques des étudiants.

Finistère | Bretagne hors Finistère | France hors Bretagne | International

Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 et 2022/23, traitement Adeupa

Crédit : Nacer Hammoumi - Brest métropole

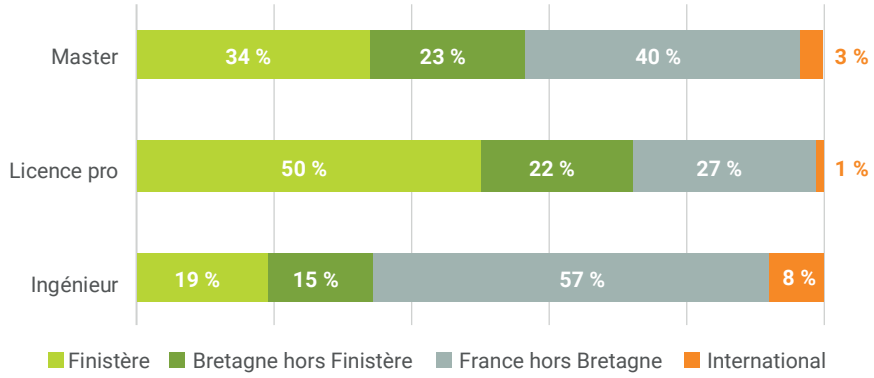
En résumé : une intensité des expériences dans le Finistère variable selon plusieurs critères

L'origine géographique : l'étudiant d'origine finistérienne noue davantage de liens avec le tissu économique local, que ce soit pour les stages, l'alternance ou l'insertion professionnelle.

La formation suivie : les étudiants préparant une licence ou diplômés d'une licence professionnelle sont proportionnellement les plus nombreux à s'insérer dans le département. Par exemple, dans les formations de BUT et de licence pro, deux étudiants sur trois effectuent leur alternance dans le Finistère. À titre de comparaison, le taux est de 55 % pour les masters et de 39 % pour les élèves ingénieurs. Côté insertion professionnelle, la moitié des diplômés d'une licence professionnelle travaille dans le Finistère quand c'est seulement le cas d'un tiers des diplômés de master.

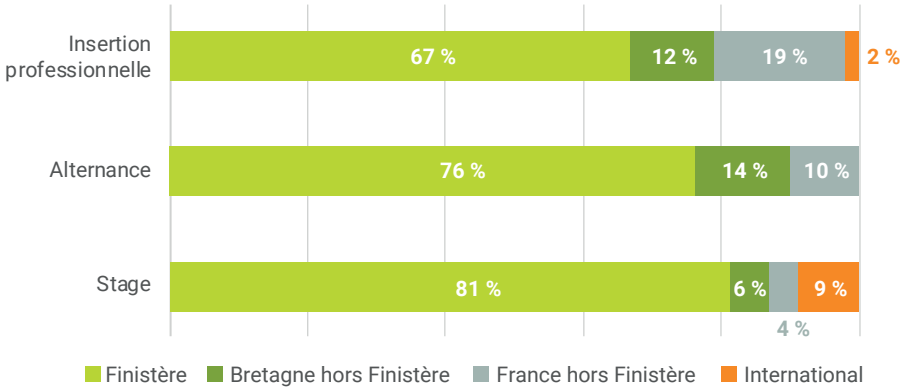
L'établissement d'enseignement supérieur : l'aire de recrutement des étudiants est très variable d'un établissement à l'autre ainsi que d'un diplôme à l'autre. En effet, certaines grandes écoles recrutent sur la base de concours nationaux et ont une part importante d'effectifs internationaux. En matière d'insertion professionnelle, les différences de liens avec le territoire seront ensuite les plus notables. 19 % des diplômés ingénieurs exercent leur activité dans le Finistère. Ce taux est en moyenne de 9 % pour l'IMT Atlantique et l'Ensta Bretagne quand il atteint par exemple 60 % pour le Cesi.

Répartition territoriale de l'insertion professionnelle selon le niveau de diplôme



Source : UBO & grandes écoles, enquêtes 2021 et 2022, traitement Adeupa

Répartition territoriale des expériences professionnelles des étudiants d'origine finistérienne



Source : UBO & grandes écoles, traitement Adeupa

Focus sur les étudiants internationaux : quels liens avec le Finistère ?

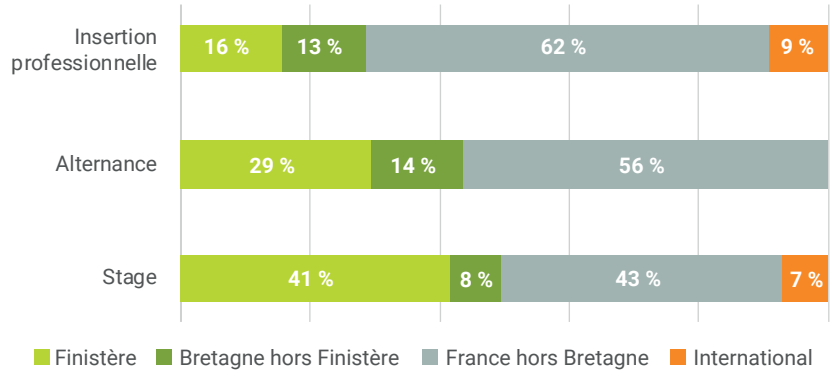
3 460 étudiants internationaux sont décomptés en 2022-2023 dans le Finistère, dont une majorité à l'UBO (2 454), puis dans les grandes écoles (BBS, IMT Atlantique, ENIB, ENSTA Bretagne…). Ils réalisent plus de 600 stages par an, dont près de 80 % effectués par des inscrits à l'UBO.

Toutes origines des étudiants confondues, un stage sur deux se fait dans le Finistère. Ce taux est moins élevé pour les internationaux avec 41 % des stages opérés localement, mais tout comme les étudiants en provenance de départements français hors Finistère avec 36 % des stages.

46 % des stages des étudiants internationaux inscrits à l'UBO se situent dans le Finistère. Cette proportion diminue nettement concernant les étudiants à l'IAE (20 %) et en sciences et techniques (35 %). Toutefois, ce n'est pas une caractéristique propre aux étudiants internationaux. Dans ces deux cas, les stages vont davantage se situer en France hors Bretagne (notamment les étudiants inscrits dans les masters Management et administration des entreprises, Informatique et Actuariat). En fonction des secteurs d'activités, la part des stages effectués par les étudiants internationaux dans le département est variable (de 12 à 70 %). Comme pour l'ensemble des étudiants, le numérique, l'industrie et les entreprises de conseils et d'ingénierie font partie des domaines où l'insertion locale est moins importante.

Les étudiants internationaux rencontrent davantage de difficultés dans leur recherche de stages. Certains ne disposent pas du permis de conduire ou ne sont pas motorisés. Dans certains domaines comme la défense ou l'informatique, ce sont des questions de sécurité qui limitent les possibilités. Concernant l'alternance, moins de difficultés ont été remontées par les acteurs de la formation. Les étudiants internationaux représentent 12 % des contrats en alternance (soit plus de 200 contrats par an), une part proche de leur poids global dans l'ensemble des effectifs étudiants du Finistère.

Répartition géographique des expériences professionnelles des étudiants d'origine internationale



Source : UBO & grandes écoles, traitement Adeupa

Il est plus difficile de porter un regard représentatif sur le lieu d'insertion professionnelle des étudiants internationaux au regard des données disponibles très partielles. Pour certains établissements, ils auraient tendance à rester s'insérer en France et pour d'autres, ils repartent à l'étranger. Dans tous les cas, leur taux d'insertion dans une entreprise finistérienne est inférieur à la moyenne globale : 16 % contre 34 % toutes origines confondues.

> 46 % des stages des étudiants internationaux inscrits à l'UBO se situent dans le Finistère.

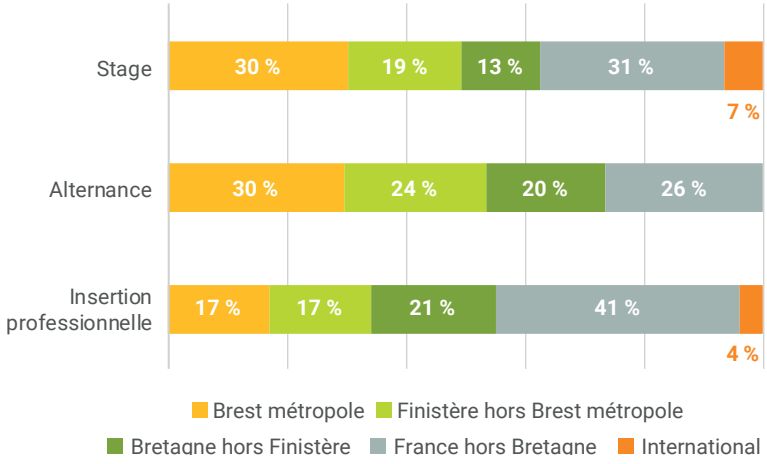
Crédit : Nacer Hammoumi - Brest métropole

Zoom sur Brest Métropole

Des résultats spécifiques à l'échelle de Brest métropole ?

En raison de ses fonctions métropolitaines, de la forte concentration d'offres de formation et d'employeurs, la métropole brestoise joue un rôle majeur dans le parcours des étudiants finistériens. Chaque année, environ 30 000 étudiants, issus de diverses origines géographiques, viennent dynamiser la ville principalement de septembre à mars/avril. Une partie d'entre eux trouve leur première expérience professionnelle au sein du tissu économique local et alimentent ainsi le marché de l'emploi. En effet, 30 % des stages et des alternances se déroulent dans un établissement de la métropole. Une marge de manœuvre semble se dessiner concernant l'insertion professionnelle après l'obtention du diplôme, puisque seuls 17 % des étudiants restent au sein de Brest métropole. Comme cela sera présenté par la suite, ces résultats varient selon le domaine économique.

Répartition territoriale des expériences professionnelles des étudiants



Source : UBO & grandes écoles, traitement Adeupa

Une analyse par filière économique en lien avec la SMDE de Brest métropole

Au-delà des liens économiques territorialisés, l'objectif de l'étude est de mieux cerner dans quels secteurs d'activités les étudiants et diplômés développent leur expérience professionnelle. Les secteurs identifiés, désignés sous le terme de secteur « socle » dans la stratégie métropolitaine de développement économique Cap 2030, ont été retenus comme repères. 11 domaines économiques ont ainsi été distingués :

- **Agriculture et agroalimentaire**[3] **:** toutes les entreprises, établissements de formation et/ou de recherche œuvrant pour la récolte, la transformation et la commercialisation en gros de denrées alimentaires.
- **Banque assurance :** ensemble de sociétés dont la fonction principale est de fournir des services d'intermédiation financière ou d'assurer les acteurs économiques et les ménages des risques qu'ils encourent.
- **Construction :** ce secteur recouvre trois domaines d'activité, à savoir la construction et la rénovation de bâtiments, les travaux publics et la promotion immobilière.
- **Défense :** les établissements publics œuvrant au sein des trois corps d'armées (terre, air et mer), ainsi que les entreprises de la base industrielle et technologique de défense.
- **Économie maritime :** en dehors de la défense, sont comptabilisés ici l'ensemble des établissements positionnés dans le domaine maritime, c'est-à-dire qui ont besoin de cette ressource pour assurer leur activité.
- **Numérique/technologies de l'information :** ce sont les entreprises positionnées dans six sous-domaines, à savoir la fabrication des technologies de l'information, les télécommunications, l'édition de logiciels, le conseil/ingénierie, l'infogérance et le commerce de ces technologies.
- **Santé et action sociale :** il s'agit de l'ensemble des établissements, publics et privés, œuvrant pour améliorer la santé physique et psychique de l'humain.

30 % des stages et des alternances se déroulent dans un établissement de la métropole

3. Domaine en gras : secteurs socles de la SMDE CAP 2030

- **Commerce, transports et services divers :** ce domaine regroupe les établissements dont l'activité principale consiste à acheter, vendre et transporter des produits sans les transformer. Il intègre également la notion de vente de services (comme le secteur associatif ou les services à la personne, etc.).
- Administration publique, enseignement et recherche : il s'agit d'établissements publics investis des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire (hors défense citée précédemment). Les activités d'enseignement et de recherche (publics et privés) consistent à transmettre et à produire de la connaissance.
- Conseils, bureaux d'études, ingénierie : ce secteur englobe des activités intellectuelles et techniques visant à accompagner les entreprises et les institutions dans la conception, l'analyse, la planification et la réalisation de projets généralement complexes.
- Industrie : en dehors des secteurs socles cités précédemment, il s'agit des établissements dont la mission est de transformer une matière première ou des biens afin de vendre ensuite des produits transformés.

Selon le domaine d'activité, la part d'insertion professionnelle au sein de la métropole brestoise varie considérablement. En effet, dans le secteur de l'économie maritime, plus d'une insertion professionnelle sur trois se fait au sein d'un établissement de Brest métropole, contre 17 % tous secteurs confondus. Un résultat similaire est observé dans le domaine de la défense. Ces secteurs, qui singularisent le tissu économique local, représentent environ 20 % des emplois de la métropole, notamment grâce à la présence de la base navale, des industriels de la défense et de leurs sous-traitants.

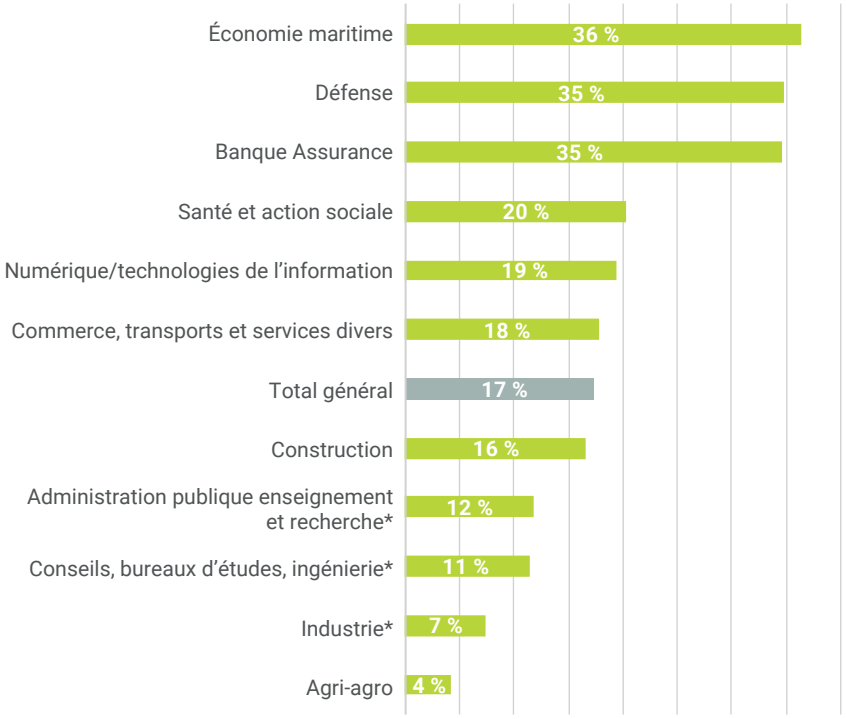
35 % des diplômés travaillant dans le secteur bancaire et de l'assurance ont trouvé leur premier emploi dans la métropole brestoise, principalement grâce à la présence du groupe Arkéa. Ce groupe réunit des entreprises du secteur bancaire, comme la banque du Crédit Mutuel et Financo, ainsi que du secteur de l'assurance, avec Suravenir Assurance. Par rapport aux secteurs précédents, ce domaine regroupe moins d'emplois (5 % des emplois de la métropole), mais les métiers visés nécessitent généralement un certain niveau de qualification.

Dans le domaine de la santé et de l'action sociale, 20 % des insertions professionnelles se situent dans Brest métropole, un résultat également supérieur à la moyenne tous secteurs confondus. Les étudiants peuvent compter sur des acteurs majeurs tels que le CHU de Brest et les Cliniques Pasteur et Keraudren. Comme le secteur maritime, ce domaine représente environ 20 % des emplois de la métropole.

La filière numérique se distingue également avec un taux d'insertion professionnelle dans la métropole légèrement supérieure à la moyenne avec 19 %. Ce résultat mérite d'être souligné car ce domaine apparaît moins nettement lors des stages et des alternances, ce qui montre que les entreprises sont attentives aux diplômés issus des établissements du Finistère.

À l'inverse, certains domaines se situent en dessous de la moyenne. C'est le cas de la filière agri-agro, avec seulement 4 % des insertions professionnelles au sein de la métropole brestoise, du fait de la localisation de ces activités principalement en dehors du territoire métropolitain. Le domaine industriel est également en dessous de la moyenne, la plupart des activités de production industrielle et de réparation se retrouvant dans les secteurs socles comme la défense ou le maritime. Les activités de conseil, bureaux d'études et d'ingénierie, se concentrent quant à elles majoritairement dans les grandes métropoles comme Paris, Lyon, Nantes ou Bordeaux, induisant un départ plus conséquent des diplômés.

Part de l'insertion professionnelle dans Brest métropole selon le secteur d'activité



* Hors secteurs socles : santé et action sociale, agri-agro, banque assurance, construction, défense, économie maritime, numérique/technologies de l'information

Source : UBO & Grandes écoles, enquête 2021 et 2022, traitement Adeupa

Les liens avec les filières économiques du Finistère

Le secteur public pourvoyeur de stages

Environ 45 % des stages (soit un volume de 3 450) sont réalisés dans le domaine de l'administration publique, de l'enseignement, de la recherche et de la santé, qui recouvre de nombreux employeurs publics. Cette forte proportion s'explique en grande partie par le volume important de stages effectués par les étudiants de l'UBO inscrits dans les formations médicales, d'enseignement ou de préparation aux concours de l'administration publique.

Les terrains de stages des étudiants inscrits dans les grandes écoles recouvrent des domaines d'application plus variés. Par exemple, le secteur du numérique et des technologies de l'information ressort à l'Isen (25 % des stages), l'Enib (24 %) et l'IMT Atlantique (23 %). L'industrie est davantage représentée avec 17 % des lieux d'accueil de stages dans les grandes écoles contre 6 % en moyenne.

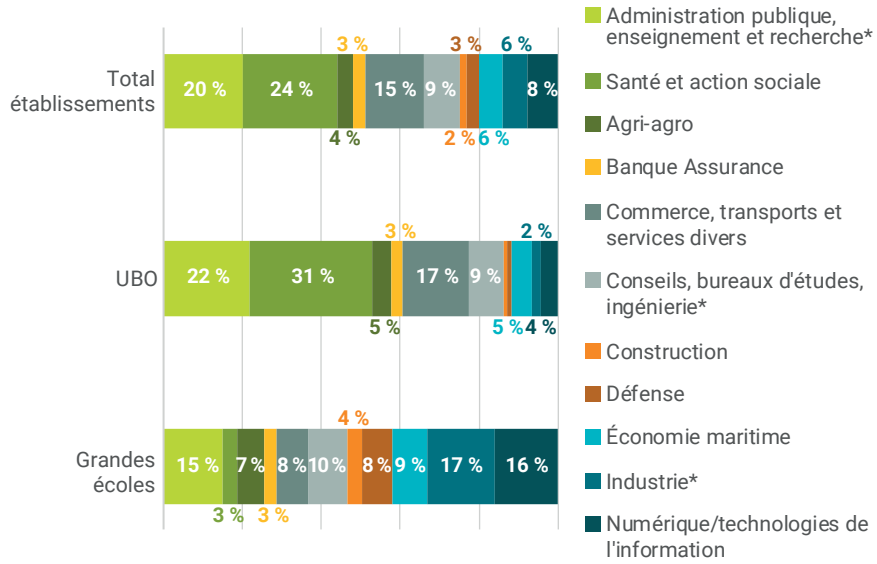
Trois stages sur quatre ont lieu au sein des entreprises de plus de 10 salariés alors même qu'elles représentent moins de 20 % de l'ensemble du tissu économique, que ce soit au niveau national ou départemental. À l'inverse, 25 % des stages ont lieu dans les TPE[4] (moins de 10 salariés) lorsqu'elles pèsent pour plus de 80 % du total.

Dans le Finistère, le secteur public et le maritime se démarquent

En zoomant sur les stages effectués dans le Finistère, certaines activités économiques ressortent. 60 % des stages dans la santé et de l'action sociale se déroulent localement. Cette proportion est quasi similaire concernant le domaine de l'administration publique, enseignement et recherche, ou encore celui de l'économie maritime. Ce résultat est cohérent avec la composition même du tissu économique. À l'inverse, les stages dans le domaine industriel, du numérique ou encore de la construction se font la plupart du temps en dehors du département. La plus forte représentation des centres de décision en région parisienne, ou dans d'autres agglomérations comme Rennes ou Nantes, peut expliquer en partie ces résultats, en particulier concernant la filière numérique. A noter que

4. Les TPE correspondent aux entreprises de moins de 10 salariés, les PME aux établissements compris entre 10 et 200 salariés et les GE aux établissements de plus de 200 salariés

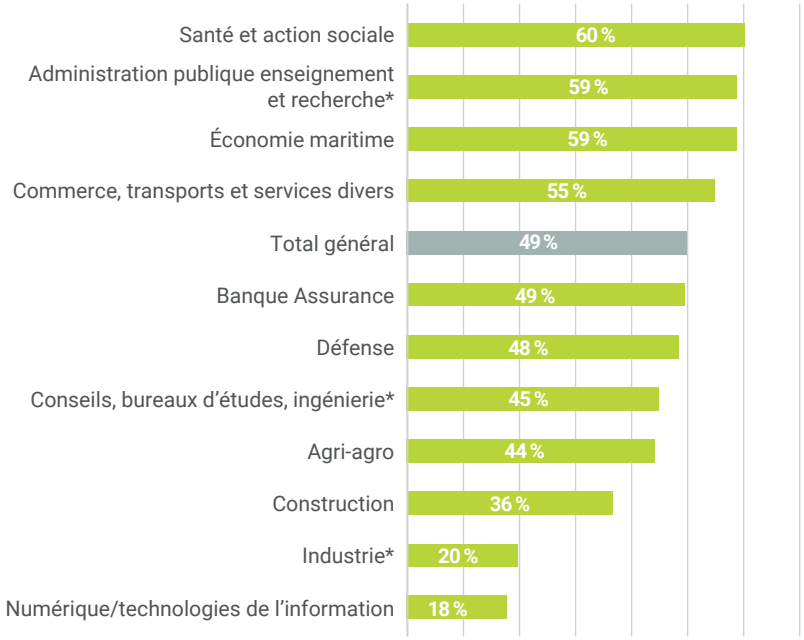
Répartition de l'ensemble des stages par filières économiques



* Hors secteurs socles : santé et action sociale, agri-agro, banque assurance, construction, défense, économie maritime, numérique/technologies de l'information

Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 - 2022/23, traitement Adeupa

Part des stages effectués dans le Finistère par filières économiques



* Hors secteurs socles : santé et action sociale, agri-agro, banque assurance, construction, défense, économie maritime, numérique/technologies de l'information

Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 - 2022/23, traitement Adeupa

les domaines de la défense , de l'agri-agro et de la banque et assurance se situent en dessous de la moyenne. Par ailleurs, ils représentent une faible part de l'ensemble des stages alors même que ce sont des marqueurs du paysage économique local.

Des filières économiques plus variées pour les alternances

L'analyse des filières d'accueil des alternants met en exergue les caractéristiques de formation des établissements. Par exemple, le domaine de la défense est nettement plus représenté pour l'Ensta Bretagne avec 60 % des alternances. De la même manière, tout comme pour les stages, la filière du numérique accueille un grand nombre d'étudiants en formation à l'Isen, à l'IMT Atlantique ou à l'Enib.

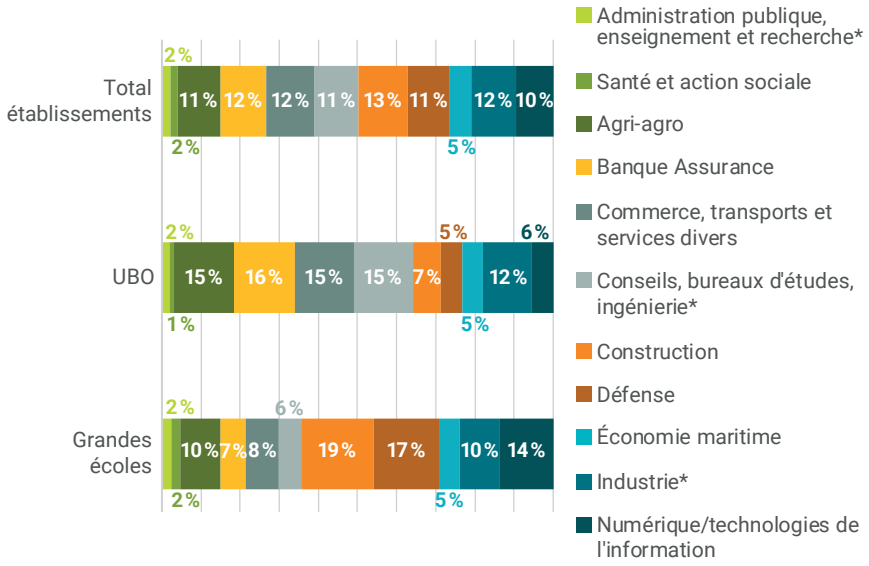
Comme pour l'accueil de stagiaires, les TPE sont peu nombreuses à se lancer dans ce type de recrutement. Elles emploient 15 % des étudiants alternants. Les grands groupes représentent quant à eux 37 % des lieux d'alternance, une proportion équivalente aux stages. En revanche, les petites et moyennes entreprises sont davantage représentées avec 47 % des alternances contre 38 % des stages. Il faut potentiellement y voir une opportunité, pour ces structures, de pallier des difficultés de recrutement dans un contexte de tension de la main-d'œuvre.

Pour l'étudiant, l'alternance représente une aide à l'insertion professionnelle du fait de l'expérience acquise et de la possibilité d'intégrer l'entreprise accueillante après l'obtention du diplôme. Toutefois, il y a un enjeu de limiter les ruptures de contrats, notamment au bout d'un an, qui ont progressé ces dernières années. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette tendance : un défaut d'accompagnement des employeurs, un décalage au niveau des attentes entre les étudiants et l'employeur, des aides aux recrutements qui s'arrêtent au bout d'un an, ou encore un décalage générationnel.

Les secteurs socles du Finistère ressortent davantage

Comme les étudiants en alternance ont davantage tendance à s'insérer dans le Finistère, certains secteurs socles s'affirment davantage. Ainsi, plus de 60 % des alternances en lien avec le domaine de l'économie maritime, de la défense ou encore de la banque et assurance sont situées dans le Finistère. Par rapport aux stages, la filière agri-agro ressort davantage avec 55 % des alternants effectuant leur contrat dans le Finistère. A contrario, d'autres secteurs socles demeurent peu représentés localement comme le domaine du numérique ou encore l'industrie (hors agri-agro, défense et économie maritime).

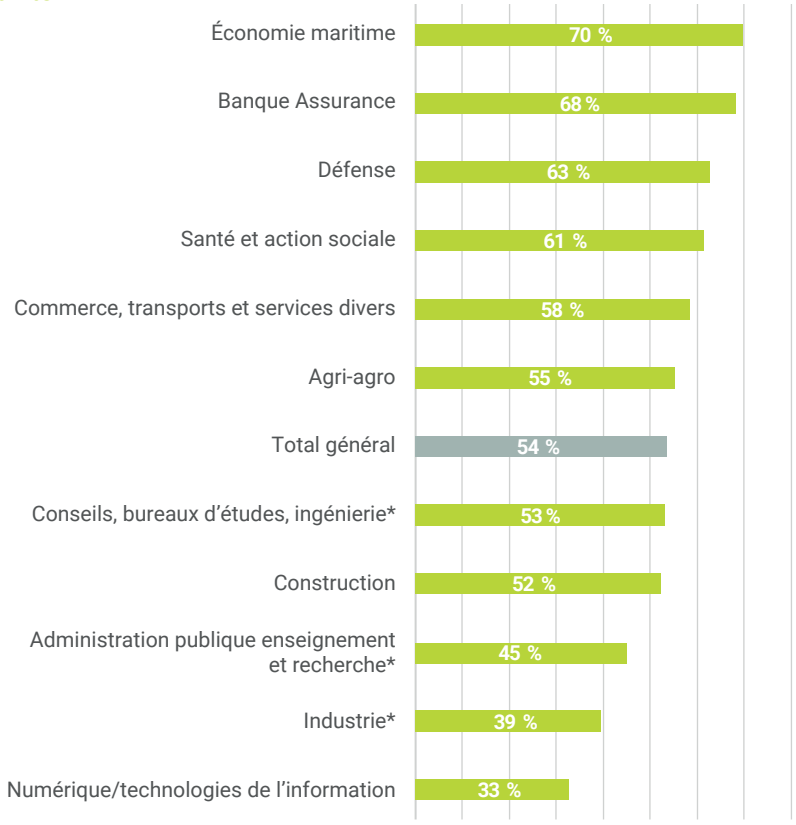
Répartition de l'ensemble des alternances par filières économiques



* Hors secteurs socles : santé et action sociale, agri-agro, banque assurance, construction, défense, économie maritime, numérique/technologies de l'information

Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 - 2022/23, traitement Adeupa

Part des contrats en alternance effectués dans le Finistère selon le secteur d'activité



* Hors secteurs socles : santé et action sociale, agri-agro, banque assurance, construction, défense, économie maritime, numérique/technologies de l'information

Source : UBO & grandes écoles, promotions 2021/22 - 2022/23, traitement Adeupa

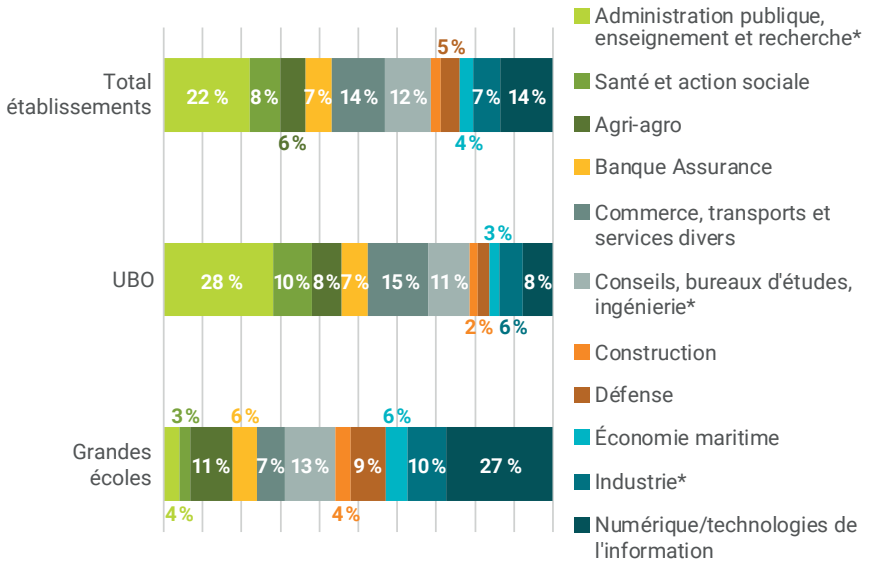
Des insertions professionnelles en lien avec les spécificités des établissements de l'enseignement

30 % des insertions des étudiants ont lieu dans l'administration publique, l'enseignement et la recherche ou celui de la santé et de l'action sociale, des secteurs en lien étroit avec le domaine public. Les étudiants formés au sein de l'université, et plus précisément dans les composantes de l'Inspé ou de l'Ipag, expliquent en grande partie ce résultat. Il faut également rappeler que le secteur public est un employeur majeur et représente le tiers de l'emploi à l'échelle de la zone d'emploi de Brest. La filière numérique va davantage ressortir dans l'accueil des diplômés des grandes écoles : 27 % y travaillent 6 mois après la fin de leur cursus. Cette proportion est plus forte pour les étudiants formés à l'Enib, à l'Isen ou encore à l'IMT Atlantique.

Des insertions professionnelles en lien avec les filières socles du Finistère

Le taux d'insertion dans le département pour les domaines de la banque et de l'assurance, de l'économie maritime ou encore de la santé et l'action sociale est particulièrement important : plus de 50 % contre 34 % tous secteurs confondus. Ainsi, les liens des étudiants formés avec le tissu économique semblent donc s'opérer plus facilement. Autre aspect intéressant, la part des insertions professionnelles dans le Finistère et dans le secteur du numérique est bien plus forte comparée à la part de cette filière dans l'emploi total (14 % contre 4 %). Toutefois, le taux d'insertion professionnelle dans le Finistère au sein de cette filière reste inférieur à la moyenne. Comme pour les stages, l'effet siège va jouer en faveur des capitales régionales et de la région parisienne. Une analyse similaire peut être appliquée au secteur du conseil, des bureaux d'études et d'ingénierie. Par ailleurs, concernant le domaine de l'administration publique, le lieu d'insertion est parfois imposé à l'étudiant notamment concernant la fonction publique d'État.

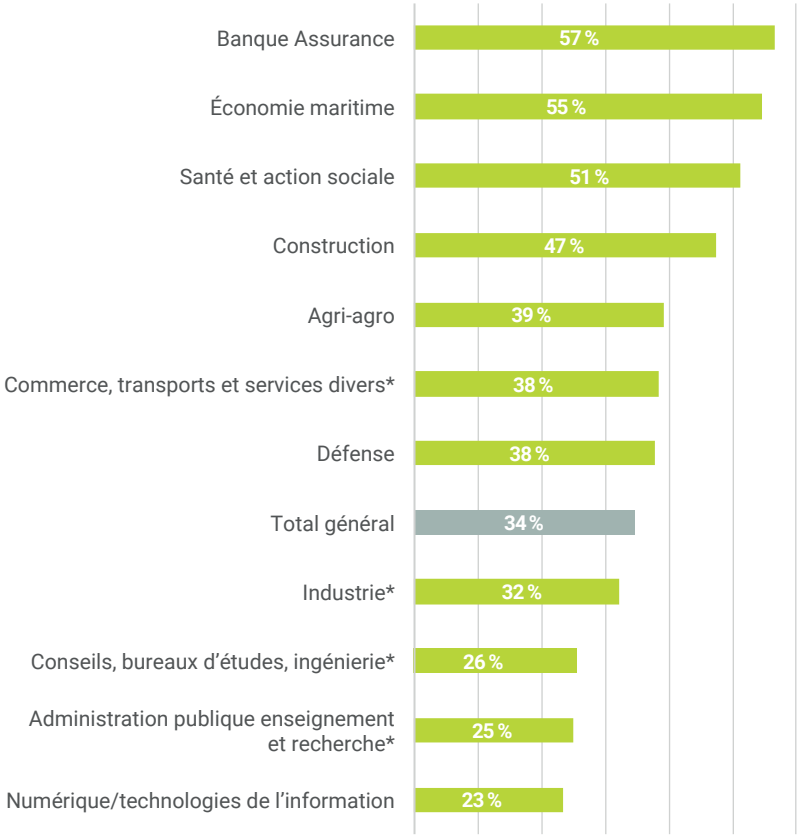
Domaines d'insertion professionnelle des diplômés



* Hors secteurs socles : santé et action sociale, agri-agro, banque Assurance, construction, défense, économie maritime, numérique/technologies de l'information

Source : UBO & Grandes écoles, enquêtes 2021 et 2022, traitement Adeupa

Part de l'insertion professionnelle dans le Finistère selon le secteur d'activité



* Hors secteurs socles : santé et action sociale, agri-agro, banque Assurance, construction, défense, économie maritime, numérique/technologies de l'information

Source : UBO & Grandes écoles, enquêtes 2021 et 2022, traitement Adeupa

Focus sur l'insertion des doctorants : des enjeux spécifiques ?

En Bretagne, chaque année, 2 800 étudiants en moyenne sont inscrits en cursus doctoral, soit environ 2 % des effectifs étudiants, pour 600 soutenances. Les écoles doctorales de Bretagne et des Pays de la Loire réalisent une enquête annuelle pour suivre l'insertion économique de ces diplômés trois ans après l'obtention de leur diplôme. À partir des informations disponibles sur la dernière année (diplômés en 2019 et situation professionnelle en 2022), quelques éléments ressortent.

45 % des intégrations économiques des docteur·es de l'UBO se réalisent en Bretagne, 31% à l'étranger et 3 % en Île-de-France. Cet ancrage local est supérieur par rapport à la moyenne de l'ensemble des diplômés de l'école doctorale de Bretagne avec 32 % au niveau régional et 12 % en Île-de-France.

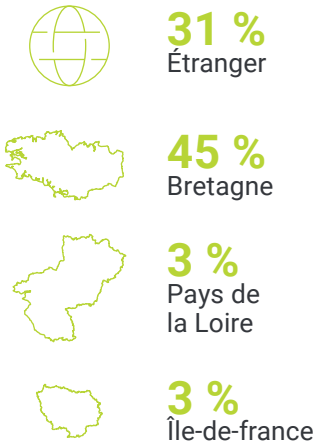
Trois ans après l'obtention de leur diplôme en 2019, 93 % des docteurs bretons sont en emploi, un taux similaire peut être observé concernant les docteurs de l'UBO avec 91 %. Ce résultat est équivalent aux autres niveaux de diplômes. Toutefois, le taux est légèrement inférieur pour les diplômés du domaine des sciences du vivant et de l'environnement.

Le secteur académique est le premier employeur, représentant 50 % des doctorants diplômés de l'UBO. Cette forte proportion vient confirmer l'idée d'une adéquation entre le poste et le diplôme obtenu. Toutefois, le secteur privé R&D se distingue nettement pour les diplômés des sciences et technologies, en employant plus de 38 % d'entre eux.

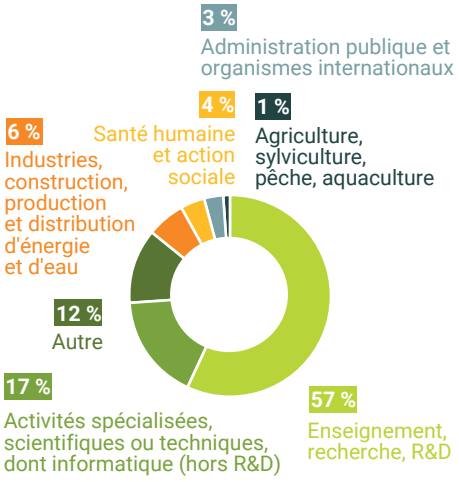
57 % des diplômés sont en CDI en 2022. Ce résultat varie selon la sphère publique/privée, avec une proportion nettement plus élevée de CDD dans le secteur public académique (73 %) par rapport à la sphère privée (plus de 90 % de CDI).

Près de 65 % des diplômés de 2019 estiment que leur projet professionnel est réalisé en 2022. Ce taux varie selon le profil d'emploi. Il est supérieur à 80 % lorsque le diplômé travaille dans le domaine académique et il baisse significativement lorsque le diplômé travaille dans le secteur public hors R&D avec 36 %. Ce résultat est cohérent au regard du projet professionnel visé au moment de la soutenance axé sur la recherche et l'enseignement.

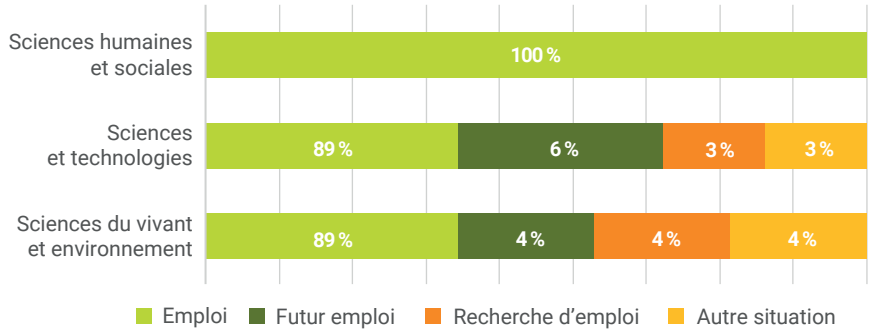
Localisation de l'emploi



Secteurs d'activités des docteurs de l'UBO en emploi



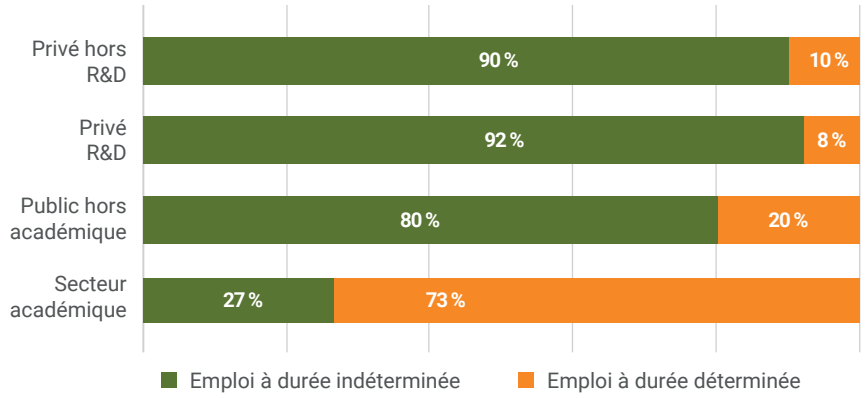
Situation professionnelle par secteur disciplinaire des docteurs de l'UBO*



* Précision méthodologique : pour la question sur la situation professionnelle, on demande au docteur·e si, il ou elle, est en emploi à une date précise, on lui laisse la possibilité de choisir futur emploi dans le cas ou il/elle allait commencer un nouvel emploi juste après cette date

Source : Collège doctoral de Bretagne, UBO, effectif 2019

Type de contrat de travail par profil d'emploi des docteurs de l'UBO



Source : École doctorale de Bretagne, UBO, effectif 2019

L'entrepreneuriat : une modalité d'insertion professionnelle trop peu souvent envisagée ?

Entre 2020 et 2022, 57 créations d'entreprises réalisées par des étudiants et des diplômés ont été recensées par les établissements d'enseignement supérieur précédemment cités. Plus de 80 % de ces créations concernent les domaines suivants (par ordre d'importance) : numérique et technologies de l'information ; conseil, bureaux d'études et ingénierie ; commerce, transports et services divers ; santé et action sociale ; économie maritime.

Ces données sont trop partielles pour offrir une vision représentative de l'ampleur de la création d'entreprise par les étudiants. Toutefois, certains constats peuvent être posés, comme la nécessité de renforcer un travail de sensibilisation à la création d'entreprise tout au long du parcours de formation. Par exemple, Pépite Bretagne[5] s'efforce de développer la culture entrepreneuriale auprès des étudiants. Au-delà de la sensibilisation à l'entrepreneuriat, la structure accompagne également les projets de création. Depuis 2020, plus de 200 projets ont été accompagnés par cette structure, dont 30 à 32 % par des étudiants ayant le statut de SNEE (étudiant entrepreneur). Les grandes écoles ont également des incubateurs de création d'entreprises innovantes, contribuant au développement de l'esprit d'entreprise chez les étudiants. Les projets portés par ces derniers reflètent les défis sociétaux et environnementaux.

Le statut de micro-entrepreneur constitue un véhicule juridique qui facilite la création d'entreprise. La sensibilisation des doctorants à ce sujet est un enjeu important, car une multitude de compétences développées lors de la conduite d'une thèse sont compatibles et recherchées dans l'entrepreneuriat. Le principal frein à l'esprit entrepreneurial demeure la peur de l'échec. Or, la prise de risque est inhérente à la création d'entreprise et l'échec fait souvent partie intégrante de l'histoire entrepreneuriale.

Définition

Une création d'entreprise selon l'Insee :

Une création d'entreprise correspond au fait de rassembler divers facteurs de production pour produire des biens ou des services destinés à la vente, et de distribuer des revenus en contrepartie de l'utilisation de ces facteurs. En d'autres termes, la création d'une unité légale spécifique répond à cette définition.

Entre 2020 et 2022, 57 créations d'entreprises réalisées par d'anciens étudiants ont été recensées

5. Pôle étudiant pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat

Quelques pistes de réflexion pour améliorer les connexions entre les étudiants et le monde professionnel

Au moment du stage :

- Organiser une bourse aux stages en s'appuyant sur les réseaux personnels de l'ensemble des étudiants et de leurs parents.
- Améliorer la lisibilité des stages non pourvus (exemples : portail Ideo, Career Centers).
- Encourager les étudiants à sortir des sentiers battus (« il n'y a pas que les grands groupes dans la vie »).
- Mettre en exergue des entreprises locales ayant un ou plusieurs établissements à l'étranger pour faciliter la recherche d'expériences internationales.
- Mieux accompagner les TPE vers l'éventualité d'accueillir des stagiaires.
- Approcher les acteurs de la filière défense, de la banque et assurance et de l'agri-agro pour comprendre leur pratique d'accueil des stagiaires.

De l'alternance :

- Poursuivre la pédagogie auprès des unités de formation sur les conditions optimales de l'alternance pour l'étudiant, l'établissement de formation et l'entreprise accueillante (le bon rythme entre l'entreprise et l'enseignement, les temps collectifs à identifier...).
- Mieux accompagner les étudiants qui ont besoin de deux logements (pour aller plus loin : observatoire du logement étudiant de Brest métropole).
- Accompagner les entreprises dans l'accueil d'étudiants en alternance en fixant des conditions de réussite (ex : personne référente).
- Aider les TPE ou le secteur public à envisager l'accueil d'alternants par exemple en mutualisant certains besoins (modèle du groupement d'employeurs).
- Endiguer les ruptures de fin de contrat, notamment par un meilleur accompagnement des missions ciblées à bien articuler avec la formation et les attentes des deux parties (mise en place d'une plateforme d'échanges tripartites).

Et de l'insertion professionnelle :

- Améliorer la connaissance des étudiants formés dans les établissements de l'enseignement supérieur sur le tissu économique local.
- Animer les réseaux de diplômés pour promouvoir le territoire.
- Encourager l'entrepreneuriat et la culture de la création d'entreprise auprès des étudiants de l'ESR afin de dynamiser le tissu économique.
- Sensibiliser les acteurs économiques sur les compétences acquises par les docteurs et leurs transpositions dans le secteur privé notamment.
- Mieux accrocher le wagon de la filière numérique sur les parties stages et alternance pour ensuite de meilleurs résultats en insertion professionnelle.
- Cerner davantage les possibles difficultés d'insertion dans les filières industrielles.
- Améliorer l'accueil des étudiants au sein des agglomérations du Finistère (aides au logement, mobilité, animations, ...) afin d'en laisser une image positive, mais aussi conserver le lien grâce aux réseaux des étudiants (cf : Alumni).

Pour aller plus loin

Avec l'Adeupa

Chiffres clés 2024-2025 de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le Pays de Brest
Juillet 2025

La colocation : une réponse à la crise du logement pour les étudiants ?
Septembre 2025

L'université de Bretagne occidentale : son poids économique dans le Finistère en 2021
Septembre 2023

Et ailleurs

- Insertion des diplômés du supérieur- Formations et emploi
  Insee - Décembre 2025
- Le taux d'emploi salarié en France des diplômés en 2021 de master à 6, 12 et 18 mois
  Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche - Décembre 2023
- L'apprentissage dans l'enseignement supérieur : évolution par formation et profil des apprentis
  Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche - Décembre 2023

LES OBSERVATOIRES
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Direction de la publication
Yves Cléach

Réalisation
Lucie Bianic
Nadine Le Hir

Mise en page et illustrations
Jeanne Lefer

Tirage
100 exemplaires

Contact
contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal
3e trimestre 2025

Référence
25-126

AGENCE D'URBANISME DE BREST • BRETAGNE
18 rue Jean Jaurès - 29200 BREST
Tél. 02 98 33 51 71

www.adeupa-brest.fr

LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE